



CHAPITRE 122

CHAPTER 122

Loi concernant Les commissaires d'écoles
pour la ville de Matane

An Act respecting The school commis-
sioners for the town of Matane

[Sanctionnée le 30 janvier 1953]

[Assented to, the 30th of January, 1953]

Préam-
bule.

ATTENDU que Les commissaires d'éco-
les pour la ville de Matane dans le
comté de Matane, ont, par leur pétition,
représenté que leurs revenus sont insuffi-
sants pour rencontrer les exigences de
leurs écoles et qu'il est devenu nécessaire
de les augmenter;

Attendu qu'il est à propos de faire
droit à la demande contenue dans ladite
pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du
consentement du Conseil législatif et de
l'Assemblée législative de Québec, décrète
ce qui suit:

Taxe
d'éduca-
tion.

1. Les commissaires d'écoles pour la
ville de Matane, dans le comté de Matane,
sont autorisés à imposer et prélever, par
résolution, à compter du 1er mai 1953
inclusivement, en sus de toute autre taxe,
une taxe spéciale de un pour cent, dite
taxe d'éducation, de même nature et con-
forme aux dispositions de la Loi de l'impôt
sur la vente en détail (Statuts refondus,
1941, chapitre 88 et ses amendements),
sur le prix de vente ou d'achat en détail
de tous biens meubles, effets mobiliers,
marchandises et articles de commerce
quelconques y compris le gaz et l'électricité
utilisée pour l'éclairage, la force motrice
ou la chaleur et le service de téléphone
vendus ou achetés dans les limites actuelles
de municipalité scolaire de la ville de
Matane, dans le comté de Matane.

Preamble.

WHEREAS The school commissioners
for the town of Matane, in the
county of Matane, have, by their petition,
represented that their revenues are in-
sufficient to meet the requirements of their
schools, and that it has become necessary
to increase them;

Whereas it is expedient to grant the
prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice
and consent of the Legislative Council and
of the Legislative Assembly of Quebec,
enacts as follows:

Education
tax.

1. The school commissioners for the
town of Matane, in the county of Matane,
are authorized to impose and levy, by
resolution, from the 1st of May, 1953
inclusive, in addition to any other tax, a
special tax of one per cent, called educa-
tion tax, of the same kind and in accord-
ance with the provisions of the Retail
Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941,
chapter 88 and its amendments), on the
retail sale or purchase price of all move-
ables, moveable effects, merchandise and
articles of trade whatsoever, including gas
and electricity used for lighting, power or
heating and telephone service sold or pur-
chased within the present limits of the
school municipality the town of Matane,
in the county of Matane.

Prélèvement, etc.	2. Ladite taxe est prélevée et perçue en même temps, de la même manière, aux mêmes conditions et avec les mêmes exemptions et les mêmes sanctions que la taxe perçue en vertu de l'article 4 dudit chapitre 88 des Statuts refondus de 1941 et ses amendements.	2. The said tax shall be levied and collected at the same time, in the same manner, on the same conditions and with the same exemptions and the same sanctions as the tax levied under section 4 of the said chapter 88 of the Revised Statutes of 1941 and its amendments.	Levy, etc.
Conventions.	3. Les commissaires d'écoles sont autorisés à faire des conventions avec le ministre des finances de la province pour la perception de la taxe dont l'imposition est permise par la présente loi.	3. The school commissioners are authorized to enter into agreements with the Minister of Finance of the Province, for the collection of the tax the imposition of which is authorized by this act.	Agreements.
Stipulations.	Ces conventions peuvent stipuler qu'il sera permis au secrétaire-trésorier des commissaires d'écoles d'examiner tous rapports ou états fournis en vertu des dispositions de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (Statuts refondus, 1941, chapitre 88 et ses amendements).	Such agreements may stipulate that the secretary-treasurer of the school commissioners shall be permitted to examine all reports or statements furnished under the provisions of the Retail Sales Tax Act (Revised Statutes, 1941, chapter 88 and its amendments).	Stipulations.
Droits dévolus.	Ces conventions pourront autoriser le ministre des finances de la province à exercer tous les droits des commissaires d'écoles concernant la perception de la taxe d'éducation et les poursuites pour infraction à la présente loi.	Such agreements may authorize the Minister of Finance of the province to exercise all the rights of the school commissioners respecting the collection of the education tax and proceedings for infringement of this act.	Rights transferred.
Dispositions applicables.	4. L'article 28 du chapitre 88 des Statuts refondus, 1941, et ses amendements (Loi de l'impôt sur la vente en détail), est déclaré applicable à la taxe d'éducation imposée par les commissaires d'écoles en vertu de la présente loi, <i>mutatis mutandis</i> .	4. Section 28 of chapter 88 of the Revised Statutes, 1941, and its amendments (Retail Sales Tax Act), is declared applicable to the education tax imposed by the school commissioners under this act, <i>mutatis mutandis</i> .	Provisions to apply.
Entrée en vigueur.	5. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.	5. This act shall come into force on the day of its sanction.	Coming into force.